



Séance ordinaire du mercredi 20 juin 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Logement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Serge BOULET, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Caroline NAVARRE, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY.

Absents :

Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Rabii YOUSSEUS.

Excusés :

Geniès BALAZUN, Renaud CALVAT.

Logement - Construction de 534 logements sociaux - Garantie globale des emprunts mobilisés par l'OPH ACM Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations entre le 30 novembre 2016 et le 31 mai 2018 - Délibération n°14168 du 25 octobre 2016 - Modification

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Par délibération n°14168 du 25 octobre 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le principe de contractualisation globale des prêts souscrits par l'Office Public de l'Habitat ACM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) sur une période de 18 mois, du 30 novembre 2016 au 31 mai 2018.

Cet accord concernait de façon prévisionnelle 17 opérations et 744 logements sociaux, pour un montant de prêts maximum de 76 225 960 € que la Métropole s'engageait à garantir en totalité. Les éventuelles évolutions intervenues dans les contrats de prêts effectivement signés devaient être actées par délibération rectificative de l'entité.

Au 31 mai 2018, 13 opérations ont fait l'objet d'un contrat de prêt signé, quatre autres programmes ayant été reportés. Les prêts effectivement contractés représentent 534 logements et 54 251 722 €, garantis à hauteur de 100% par Montpellier Méditerranée Métropole. Pour information, le montant total des prêts CDC mobilisés à ce jour par le bailleur s'élève à 46 093 907 €.

Ces opérations sont listées, et leurs plans de financements actualisés sont détaillés, dans le tableau annexé à la présente délibération, qu'il convient d'adjoindre à la délibération initiale n°14168 du 25 octobre 2016, tout comme le tableau relatif aux caractéristiques financières actualisées des prêts également en annexe.

Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole accorde de façon irrévocable et sans condition sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement de toutes sommes dues au titre des contrats signés dans ce cadre et prend acte des caractéristiques financières auxquels ils ont été exercés au vu des tableaux d'amortissement émis à chaque contrat et signés.

L'engagement de garantie est consenti pour une durée expirant après le complet remboursement des sommes dues au titre des contrats susvisés.

En conséquence, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée des contrats à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des contrats.

Dans l'hypothèse où son Office Public de l'Habitat, ACM Habitat, pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles (en capital, intérêts, indemnités ou pénalités, commissions) au titre de ses engagements contractuels, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification de la CDC par lettre, en renonçant au bénéfice de discussion ainsi qu'au recours avant paiement visé par l'article 2316 du code civil et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les tableaux annexés à la présente délibération ;
- approuver la modification de la délibération n°14168 du 25 octobre 2016 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 7 voix

M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le
\$Delib.report.AIRS_CLI_RAP_DTE
_ACTE?date("dd/MM/yyyy")?
string.short}

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180620-45094-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/07/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

- Projet Clôture 2016-2018 LOG3_V3_13.06.18.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.